



1948 dans l'historiographie arabe et palestinienne

par Nadine Picaudou

Novembre 2008

[URL stable \(en Anglais\) : http://www.massviolence.org/Article?id_article=143](http://www.massviolence.org/Article?id_article=143)

[Version PDF \(en Français\) : http://www.massviolence.org/PdfVersion?id_article=143&lang=fr](http://www.massviolence.org/PdfVersion?id_article=143&lang=fr)

L'historiographie des événements de 1948 en Palestine reste un chantier ouvert et un véritable champ de bataille car ici l'écriture de l'histoire entre dans les enjeux mêmes du conflit. C'est au point que prétendre rappeler les faits hors des interprétations dont ils font l'objet apparaît comme une véritable gageure. Guerre d'indépendance pour les uns, catastrophe (*nakba*) pour les autres, placée ici sous le signe de l'héroïsme fondateur, là sous le signe de l'anéantissement d'un monde. Récits affrontés qui ne cessent d'interroger la périodisation et la qualification des faits survenus entre le 29 novembre 1947, date à laquelle la résolution 181 de l'ONU propose de partager la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe, et janvier 1949 lorsqu'un ultime cessez-le-feu met fin aux combats entre le jeune Etat d'Israël, né le 14 mai 1948, et ses voisins arabes. Il n'en faut pas moins tenter de restituer une trame événementielle minimale si l'on veut mesurer les enjeux de l'interprétation historiographique et pour cela distinguer dès l'abord entre le conflit communautaire judéo-palestinien, qui s'exacerbe au lendemain du plan de partage, et l'affrontement israélo-arabe consécutif à l'entrée en Palestine des armées d'Egypte, de Syrie, de Transjordanie, d'Irak et du Liban, le 15 mai.

La résolution 181 de l'ONU recommandait le partage du territoire palestinien, jusqu'alors placé sous mandat britannique, entre un Etat juif sur 54% de sa superficie et un Etat arabe sur les 46% restants. Si le territoire alloué à l'Etat arabe n'abritait guère plus de 10.000 juifs, 55% seulement de la population était juive dans les limites du futur Etat juif. Jérusalem devait constituer un *corpus separatum*, une enclave sous tutelle internationale. Le conflit communautaire judéo-palestinien s'intensifie progressivement à compter de décembre 1947 avant qu'une offensive sioniste d'envergure, déclenchée le 4 avril 1948 dans le cadre du plan Dalet, ne vienne inscrire sur le terrain l'irréversible réalité de la partition. A quelques jours de l'expiration officielle du mandat britannique et de la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël, le tracé onusien du plan de partage n'est plus qu'un chiffon de papier et l'exode des populations civiles de Palestine a pris l'ampleur d'un déracinement de masse alors même que les armées arabes ne sont pas encore entrées sur le territoire. C'est le 15 mai qu'elles franchissent les frontières, venant s'ajouter aux quelques milliers de combattants des milices palestiniennes, au premier rang desquelles le *Jihad al-muqaddas* d'Abdel Qader al-Husseini, et l'Armée arabe de Libération (*Jaish al-Inqadh*), un corps de volontaires arabes venus de Syrie à partir de janvier 1948 et commandés par Fawzi al-Qawuqji. Les armées arabes passent à l'offensive jusqu'à la première trêve, intervenue le 11 juin. Lorsque les combats reprennent le 9 juillet, l'armée israélienne entame une véritable course de vitesse contre les forces arabes afin de prévenir l'application du plan préparé par Bernadotte, le médiateur de l'ONU, qui proposait de confier à la Transjordanie la Palestine centrale,

Jérusalem et le Néguev et de limiter l'immigration juive. La Grande-Bretagne parvient à imposer une deuxième trêve entre le 19 juillet et le 18 septembre ; elle sera violée par Israël qui s'empare de la Galilée et du Néguev avant d'accepter un cessez-le-feu. Au terme des guerres de 1947-1949, ce sont quelques 750.000 à 800.000 Palestiniens qui ont fui leur domicile sur une population arabe estimée entre 900.000 et 1 million de personnes à la veille de l'exode. (Abu Lughod, 1971 : 139-164). 65% d'entre eux ne quittent pas les limites de la Palestine puisque 39% s'installent en Cisjordanie et 26% à Gaza ; 14% trouvent refuge au Liban, 10% en Syrie et 10% en Transjordanie.

Du point de vue arabe et palestinien, le paradigme de la catastrophe n'a cessé de nourrir la mémoire collective autant que l'historiographie. Il n'est pas sûr pour autant que l'on puisse partager le diagnostic d'Abraham Sela lorsqu'il écrit : « L'historiographie arabe de 1948 consiste pour l'essentiel en une littérature non-scientifique plus fondée sur la mémoire collective que sur l'historiographie critique » (Sela, 1991 :125). Car ce constat opère un amalgame discutabile entre historiographie palestinienne et historiographie arabe et se fonde par ailleurs sur une opposition radicale entre mémoire et histoire dont l'historien du temps présent a appris à mesurer les limites.

Pluralité des enjeux historiographiques arabes

La première réponse arabe à la défaite de 1948 n'est pas à proprement parler historiographique. La notion même de *nakba* est le fruit d'une élaboration critique d'idéologues du nationalisme arabe pour lesquels la défaite de Palestine n'est que le visage et le signe d'un désastre arabe plus large, moral autant que matériel. De fait, la qualification de *nakba* s'attache moins à l'événement qu'au sens de l'événement comme le suggère le titre du premier ouvrage qui l'imposera dès 1948 *Ma'ana al-nakba* [*Le sens de la catastrophe*] du philosophe et historien syrien Constantin Zurayq. Il s'agissait moins alors d'écrire l'histoire que d'en tirer les leçons pour l'indispensable réinsertion des sociétés arabes dans le devenir. Dans cette construction intellectuelle, la Palestine n'est que l'instrument de l'épreuve infligée aux sociétés du Moyen-Orient, un révélateur de la crise historique qui les frappe.

Au-delà de cette réponse philosophique et idéologique immédiate, venue d'une frange de l'intelligentsia nationaliste arabe, il n'existe pas de récit arabe unifié susceptible de rendre compte de la défaite de 1948 et de répondre au récit national israélien. La production historiographique arabe obéit d'une part à des logiques nationales différentes selon les pays, de l'autre, à des impératifs politiques de légitimité. Dans des Etats tout juste émergés des tutelles coloniales, l'onde de choc de la défaite de Palestine a jeté un

discrédit radical sur les régimes parlementaires et libéraux hérités des mandats ou des protectorats et ouvert la voie à des régimes prétoriens. Ce bouleversement majeur du visage politique de la région pèse de tout son poids sur l'écriture de l'histoire qui n'est pas tant le fait d'historiens professionnels que d'acteurs de l'événement qui publient un à un leurs Mémoires. Ce sont le plus souvent des militaires qui imputent les responsabilités de la défaite à la trahison des politiques et aux divisions internes de la scène régionale arabe.

Ainsi en Irak, l'ancien chef d'état-major de l'armée, Saleh Sa'ib al-Jubury (Jubury, 1970) stigmatise les temporisations du gouvernement égyptien, dénonce le refus de la Légion arabe transjordanienne de se porter au secours des Irakiens, récuse l'accusation de passivité portée contre ses propres troupes, déplore le manque cruel d'armes et de munitions et crie à l'abandon des politiques. L'historiographie syrienne est quant à elle traversée par la hantise des ambitions d'Amman sur la Palestine et sur l'ensemble du Croissant fertile. Damas a de fait poussé l'Egypte à la guerre pour empêcher la Transjordanie de s'emparer du territoire dévolu à l'Etat arabe dans le plan de partage. En Egypte, le thème de la trahison des politiques est omniprésent. Le général Ibrahim Shakib (Shakib, 1986) exhume ainsi les faux communiqués de victoire annonçant l'avancée de l'avant-garde égyptienne jusqu'aux faubourgs de Tel-Aviv. L'historiographie égyptienne dans son ensemble produit deux arguments récurrents pour expliquer la défaite : la corruption du roi Farouk et de son entourage, accusés d'avoir acheté des armes obsolètes, et l'acceptation de la trêve du 11 juin, considérée comme une faute politique majeure qui a brisé l'offensive des forces arabes et permis à l'armée israélienne de se réarmer auprès du camp soviétique en violation de l'embargo international. Ce type d'interprétation prend place dans une entreprise de dé-légitimation de l'ancien régime civil menée par un nouveau pouvoir militaire, celui des Officiers libres, qui prétend régénérer le pays et son système politique.

L'historiographie transjordanienne est singulière en ce qu'elle doit répondre aux accusations d'entente secrète des hachémites avec les dirigeants sionistes et la Grande-Bretagne pour un partage de la Palestine. De fait, Amman annexera la Cisjordanie et Jérusalem-est en 1950. C'est Abdallah al-Tall (Tall, 1959), ancien gouverneur militaire de Jérusalem, démissionnaire dès 1949 et passé au service de l'Egypte nassérienne qui le premier révèle cette « collusion » au-dessus du Jourdain confirmée quelques décennies plus tard par Avi Shlaïm sur la base de la documentation israélienne (Shlaïm, 1988). Tall sera condamné à mort *in absentia* pour sa responsabilité présumée dans l'assassinat du roi Abdallah en 1951. Mais sa voix dissidente reste isolée dans une historiographie jordanienne globalement soucieuse de laver le régime hachémite de tout soupçon de trahison de la cause arabe, soupçon véhiculé par l'historiographie nationaliste. Ainsi les Mémoires du Britannique Glubb Pacha (Sir John Bagot),

commandant en chef de la Légion arabe, (Glubb Pacha, 1957) s'emploient à lever les diverses accusations lancées contre son armée coupable d'avoir ignoré les appels au secours des Irakiens et des Egyptiens mais aussi des populations civiles de Lydda et Ramleh en juillet 1948. De même Hazza al-Majali, un proche du roi Abdallah, présente-t-il dans ses Mémoires (Majali, 1960) l'acceptation de la partition de la Palestine comme l'instrument tactique d'une politique pragmatique, en veillant à occulter les contacts entre sionistes et hachémites. Toutefois l'historiographie transjordanienne ne se réduit pas à des témoignages d'acteurs qui répondraient à de purs enjeux politiques. A partir de la fin des années 1970, des historiens de métier comme Salama Musa, ont bénéficié d'un accès partiel aux archives nationales et profité de l'ouverture en 1978 des archives britanniques pour produire des ouvrages scientifiques qui viennent nuancer l'analyse sans pour autant remettre en cause les fondements du récit officiel. (Musa, 1982). Salama Musa admet ainsi les contacts avec les sionistes, sans y mêler directement l'émir, invoque les limites de la force militaire transjordanienne et les contraintes de l'alliance britannique pour justifier l'incapacité de la Légion à répondre aux appels à l'aide et relativise l'erreur politique qu'aurait constitué l'acceptation de la première trêve. Il reste que par-delà la variété des contextes nationaux, l'absence de véritable politique publique des archives et les contraintes qui pèsent sur les libertés académiques sont autant d'obstacles structurels à l'écriture de l'histoire de 1948, confirmant le caractère sensible de toute entreprise historiographique dans des communautés politiques mal stabilisées.

Une historiographie palestinienne réactive

Pour les Palestiniens, les enjeux sont autres. Ici, l'historiographie se dissocie mal d'un récit de mémoire ancré dans la dépossession et le déni. Car les Palestiniens se sont trouvés confrontés à un triple déni : déni d'existence d'abord qui a longtemps pris la forme d'une invisibilité. Elias Sanbar, travaillant sur les premières photographies de la terre sainte au XIX siècle, (Sanbar, 2004), évoque ces Palestiniens déjà sortis du cadre, tantôt naturalisés sur le mode de la scène de genre, tantôt vestiges vivants de figures antiques situés dans un espace déjà investi de sens par le texte de l'Ancien Testament. Déréalisé aussi l'exode de 1948, rendu invisible par la quasi-absence d'images, en dépit de la présence de nombreux journalistes et observateurs étrangers, comme si la figure du Palestinien chassé de sa terre avait été recouverte et effacée par celle du Juif de retour, ces Juifs « qui racontent une tragédie historique aux dimensions d'une apocalypse » selon les mots d'Edward Saïd (Saïd 2001:6). La mémoire palestinienne de l'exode oscille elle-même entre difficile figurabilité de l'événement et exemplarité de l'expérience. Événement inaugural en même temps que point aveugle du récit délimitant un avant et un après du

drame, l'exode de 1948 se trouve doté d'une forte charge normative à la mesure de l'injustice subie. Existence déniée, exode déréalisé, traces effacées aussi car l'effacement du passé arabe de la Palestine et l'hébraïsation de sa toponymie sont au cœur de l'appropriation symbolique du territoire par le jeune Etat israélien.

A la perte, les Palestiniens opposent d'abord une littérature de l'inventaire, à mi-chemin de la chronique traditionnelle et de l'histoire académique. L'œuvre monumentale de Aref al-Aref (Aref, 1956-1960) rend compte village par village des drames de la guerre et de l'exode. L'ouvrage en dix volumes de Mustafa Murad Dabbagh (Dabbagh, 1965-1976) est une véritable encyclopédie du pays perdu et l'histoire même du manuscrit, jeté par-dessus bord par un marin de Jaffa dans la débâcle d'un exode précipité et patiemment reconstitué dans l'exil, constitue une véritable métaphore du destin collectif des Palestiniens. Mais c'est l'argumentaire sioniste autour du départ volontaire des Palestiniens qui suscite une première historiographie réactive, toute entière centrée sur la question obsédante de l'exode des civils, de ses causes et de ses modalités. Walid Khalidi est l'un des premiers historiens palestiniens, dix ans après l'événement, à récuser la thèse d'un départ volontaire qui aurait répondu à de prétendus appels des dirigeants palestiniens et arabes (Khalidi, 1959a). Nulle trace de ces appels dans les communiqués du Haut Comité Arabe, l'organe représentatif du mouvement national palestinien, ni de la Ligue arabe, pas plus que des commandements militaires des armées arabes ou de l'Armée de Libération. Aucune allusion non plus dans les conclusions de la commission parlementaire d'enquête commanditée en Irak par Nouri Saïd et publiée en septembre 1949. Les enregistrements des radios juives et arabes conservés dans les archives de la BBC à Londres n'en font pas davantage mention, comme le confirment les recherches parallèles du diplomate et journaliste irlandais Erskine Childers (Childers, 1961). A l'inverse, les travaux de Walid Khalidi exhument de nombreux rappels à rester et à résister. Des communiqués émanant du Haut Comité Arabe ou des Comités nationaux des grandes villes palestiniennes, diffusés en avril et mai 1948, incitent les fonctionnaires, les policiers et le personnel religieux à continuer d'assumer leur tâche à la veille du départ de l'administration britannique. L'Armée arabe de Libération appelle à la résistance et profère des menaces contre les déserteurs. A Beyrouth, le Comité central pour les réfugiés demande aux autorités libanaises de refuser le permis de résidence à tout homme en âge de se battre. Ces travaux apportent par ailleurs des témoignages de la guerre psychologique systématiquement menée par les forces armées juives puis israéliennes : en février, la radio de la Haganah fait état de cas de variole introduite à Jaffa par les volontaires syriens ou irakiens, en avril, à la veille de la prise de Haïfa, des haut-parleurs martèlent le souvenir du massacre de Deir Yassin perpétré par les dissidents de l'Irgun le 9 avril dans les faubourgs de Jérusalem et mettent les civils en garde contre la sauvagerie des « infiltrés », irakiens notamment, conseillant de mettre à l'abri

les femmes et les enfants. Le 16 mai, des feuillets lâchés sur la Galilée incitent au départ ceux qui ne veulent pas de « cette guerre cruelle et sans merci ». Au cours des mois suivants, informations défaitistes et menaces de représailles se conjuguent pour briser le moral des populations civiles. Autant d'éléments qui incitent Walid Khalidi à s'interroger sur l'origine de cette fiction sioniste du départ des Palestiniens à l'appel de leurs dirigeants. Peut-être a-t-elle été forgée en 1949 lorsque les leaders israéliens mesurent combien le problème des réfugiés ternit l'image du jeune Etat et cherchent à en imputer la responsabilité aux seuls dirigeants palestiniens et arabes.

Mais la première historiographie palestinienne, non contente de battre en brèche les thèses sionistes concernant l'exode, propose une nouvelle périodisation des événements. Walid Khalidi est l'un de ceux qui contribuent à imposer l'idée, aujourd'hui consensuelle, des deux guerres de Palestine : une guerre civile judéo-palestinienne entre décembre 1947 et la mi-mai 1948 et une deuxième guerre, conventionnelle celle-là, entre les armées arabes et Israël. C'est encore à lui que l'on doit l'insistance sur le caractère déterminant du plan Dalet (Khalidi, 1961) interprété comme une offensive sioniste d'envergure destinée à créer des faits accomplis sur le terrain avant la fin du mandat, à l'heure où les Etats-Unis semblent revenir sur le choix de la partition et envisager une tutelle internationale provisoire sur une Palestine unitaire. Une course de vitesse engagée pour forcer la main à l'allié américain et imposer l'avènement immédiat de l'Etat juif, qui passait par l'écrasement de la résistance palestinienne et l'exode massif des civils. Le rejet des propositions politiques avancées par les dirigeants arabes en mars et avril, Etat fédéral ou cantonalisation, semble venir conforter cette hypothèse. Elias Sanbar (Sanbar, 1984) reprendra beaucoup plus tard, en les développant, les apports historiographiques de Walid Khalidi : nécessité de briser l'amalgame entre les deux guerres de 1948 et de considérer le plan Dalet comme un outil d'expulsion des populations en même temps qu'une entreprise de rectification des frontières de 1947. Force est de constater que cette première historiographie palestinienne est longtemps restée peu audible et incapable de répondre de manière systématique au récit officiel sioniste. C'est de l'intérieur d'Israël qu'est venue la démystification des conditions historiques de naissance de l'Etat.

Des réactions ambivalentes à la révision historiographique israélienne

Le petit groupe dit des « nouveaux historiens » a entrepris, depuis la fin des années 1980, de revisiter l'historiographie officielle de la fondation de l'Etat et de la glorieuse guerre d'indépendance. L'ouverture en 1978 des archives d'Etat israéliennes comme de celles du Public Record Office britannique le permettait, le contexte politique national y poussait : après l'expérience traumatisante de

l'invasion du Liban en 1982 et de la première *intifada* en 1988-1993, le débat engagé dans un cadre post-sioniste sur l'avenir d'Israël comme Etat juif ouvrait sur la contestation des mythes fondateurs de la nation.

Le premier à les inventorier fut Simha Flapan (Flapan, 1987) : le départ volontaire des Palestiniens et la détermination des Etats arabes à détruire l'Etat d'Israël, contraint à la guerre en dépit de son désir de paix, en constituaient les postulats centraux. Reprenant la question de l'exode, Benny Morris (Morris, 1988) confirmait l'absence de tout appel arabe au départ et admettait une certaine responsabilité israélienne. Il identifiait en réalité quatre phases distinctes de l'exode : entre décembre 1947 et mars 1948 il ne trouvait nulle trace de stratégie d'expulsion ; d'avril à juin, le plan Dalet, destiné à prendre possession du pays contre la menace d'une invasion arabe, ne constituait pas à ses yeux un plan d'expulsion ; tout au plus donnait-il carte blanche aux commandants locaux pour nettoyer les zones vitales. A partir de juillet et au cours des deux dernières phases en revanche, Benny Morris reconnaissait la disposition à expulser des unités militaires sur le terrain et relevait un certain nombre d'atrocités commises contre les civils. Mais il persistait à penser l'exode comme un sous-produit de la guerre et des peurs qu'elle avait générées, sur fond de faiblesse structurelle de la société palestinienne.

D'autres historiens se penchaient quant à eux sur l'affrontement entre Israël et la coalition arabe. A l'idée que le jeune Etat serait né de sa « miraculeuse » victoire dans la guerre, Ilan Pappé (Pappé, 1988 ; Pappé 1992) opposait le rôle déterminant de la diplomatie internationale dans la création d'Israël et la responsabilité de la Grande-Bretagne soucieuse d'empêcher la création d'un Etat palestinien qui ne pouvait être que l'Etat du *mufti* Amin al-Husseini. Avi Shlaïm (Shlaïm, 1986) s'attachait pour sa part à démontrer que le monde arabe n'était pas unanime dans sa volonté de détruire Israël et s'attardait sur une Transjordanie maillon faible du prétendu encerclement arabe en apportant des preuves documentaires du partage secret de la Palestine entre hachémites et sionistes avec la bénédiction des Britanniques. Il montrait des Etats arabes hésitants, conscients de leur impréparation militaire, soucieux de ne pas risquer l'affrontement avec les Britanniques à l'heure où l'Egypte et l'Irak renégociaient leurs traités avec Londres. Des Etats arabes qui interviennent finalement pour empêcher une mainmise hachémite sur la Palestine autant que pour combattre l'Etat d'Israël comme si l'enjeu résidait avant tout dans les équilibres régionaux inter-arabes. Eugen Rogan et Avi Shlaïm (Rogan, 2001), entreprenant une réécriture collective des guerres de 1948, font quant à eux justice du mythe d'un David israélien confronté à un Goliath arabe et démontrent comment la première trêve a creusé un peu plus le déséquilibre des forces en faveur d'Israël. La relecture de l'histoire israélienne s'étend enfin aux années décisives qui ont suivi le conflit de 1948, celles de la paix manquée avec le monde arabe. Avi Shlaïm

encore (Shlaïm, 2000) en a proposé une interprétation globale qui attribue la responsabilité de l'échec à l'intransigeance d'un Etat juif qui n'est pas prêt à payer le prix de la paix et devient très vite le pays du statu-quo.

Les réactions palestiniennes à ces révisions historiographiques israéliennes sont mêlées. Il y a ceux, comme Edward Saïd, Elias Sanbar ou Saleh Abdel Jawad, qui saluent une étape positive dans la déconstruction du récit national israélien. Il y a ceux qui y voient à l'inverse un risque de consolidation de ses fondements et de renforcement de sa légitimité après l'abandon de ses mythes les plus outranciers : c'est le cas de Clovis Maksoud ou de Sharif Kanaana. Il y a enfin ceux qui, comme Abdel Qader Yassine ou Fouad Moughrabi, affichent une certaine indifférence à l'égard d'un problème interne à l'Etat hébreu, propre à soulager la conscience israélienne, et dont les Palestiniens ne sont au mieux que le prétexte. Pourtant, les renouvellements récents de l'historiographie palestinienne de 1948 ne sont pas dissociables de ces relectures de l'histoire israélienne. L'exode reste au cœur des enjeux tant dans ses causes que dans sa périodisation et ses modalités. Refusant de n'y voir qu'un sous-produit de la guerre, les historiens palestiniens s'attachent à en rechercher des explications plus structurelles et tendent à le considérer comme la mise en œuvre, à la faveur de la guerre, d'un projet idéologique consubstantiel au sionisme.

Ainsi Nur Masalha (Masalha, 1992), se fondant sur les archives sionistes, démontre, au terme d'une critique textuelle serrée, que l'idéologie du transfert occupe une place centrale dans la pensée stratégique des mouvements sionistes comme solution à la « question arabe » qui, loin d'avoir été occultée, s'est posée dès les origines du sionisme. La possibilité d'une évacuation organisée de la population indigène a été envisagée dans toutes les tendances sionistes affirme-t-il. Seules sa faisabilité et les modalités pratiques de sa mise en œuvre ont pu varier en fonction des courants de pensée et des circonstances du moment. De même la destination de ce transfert : vers le futur Etat palestinien pour les plus modérés, vers les pays arabes voisins pour les autres. Nur Masalha s'attache à démontrer l'ancienneté de la pensée du transfert, présente dès les textes fondateurs des années 1880 et à le penser dans ses rapports avec d'autres éléments de la vision idéologique sioniste, qu'il s'agisse de la tendance à considérer les Arabes de Palestine comme une communauté et non comme un peuple distinct ou de l'exclusivisme juif et des politiques de développement séparé. Il en suit les inflexions jusqu'au tournant de 1937 lorsque le plan Peel de partage de la Palestine reconnaît ouvertement pour la première fois la nécessité de prévoir un échange de populations entre l'Etat juif et l'Etat arabe en s'appuyant sur le précédent gréco-turc de 1923. L'idée serait venue d'un *memorandum* Ben Gourion/Rutenberg, transmis à la Grande-Bretagne par l'Agence juive en mai 1937, qui établissait une corrélation nécessaire entre

partition et transfert. Si la question perd de son importance avec l'échec du plan Peel, elle renaît en 1948 et c'est le concept de transfert qui sous-tend, selon Nur Masalha, la dynamique du plan Dalet. Dans un deuxième ouvrage, (Masalha, 1997), il prolonge sa problématique au-delà de 1948 pour y intégrer la lutte contre le retour des « infiltrés », les expulsions de bédouins du Neguev jusqu'au milieu des années 1950 mais aussi la question des réfugiés de l'intérieur interdits de retour dans leurs villages d'origine, comme c'est le cas des trois villages maronites proches de la frontière libanaise, Iqrit, Kfar Bir'im et Ghabsiyya ou de Ayn Hud aux portes de Haïfa. En faisant des expulsions de Palestiniens le produit, aussi logique qu'inévitable du projet sioniste, Nur Masalha prend le contre-pied de Benny Morris qui, tout en reconnaissant l'existence d'un consensus sioniste sur l'idée de transfert à partir de 1937, susceptible d'avoir ouvert la voie à l'exode, refuse tout lien de cause à effet entre une pensée du transfert inscrite dans le registre idéologique et des actions de terrain menées dans la guerre. Intentionnalité idéologique d'un côté, comme si l'histoire pouvait être pensée comme le simple déroulé de l'idée, hors du poids de l'événement et de la dynamique des circonstances. Explication circonststantialiste et positivisme des faits de l'autre, au mépris de toute intelligibilité globale. Sans doute ne faut-il pas opposer aussi radicalement les deux démarches. Car le risque de dé-historicisation existe, tout autant dans les explications par le contexte qui concourent à diluer la responsabilité historique des acteurs en invoquant la longue cohorte des malheurs de la guerre.

Les réactions palestiniennes aux révisions historiographiques israéliennes revêtent une deuxième forme. Contre le culte de l'archive et le discours de la preuve qui disqualifient *a priori* la validité du témoignage pour l'écriture de l'histoire, les historiens palestiniens valorisent le recours aux sources orales. Dépossédés de leur histoire par les « positivistes israéliens de l'archive » (Pappé, 2006a : 196) et confrontés à la destruction de leur héritage écrit, ils privilégient l'usage du témoignage afin de retrouver la maîtrise de leur propre récit. La perte des archives du *Jihad al-muqaddas*, qui s'est opérée en trois étapes, est exemplaire à cet égard : une partie en a été confisquée par l'armée transjordanienne en mai 1948, une partie brûlée à Jérusalem-est en 1967 par Fayçal Hussein par peur des représailles israéliennes, le reste a été emporté par l'armée israélienne en 2001 lors de la fermeture de l'Orient House. On sait que les usages du témoignage ne vont pas sans risques pour l'historien. L'illusion d'un accès au réel dans la parole du témoin direct de l'événement contribue à sacraliser le témoignage en masquant son caractère construit dans l'après-coup et plus encore en occultant le fait qu'il n'est pas de témoin hors de la situation de témoignage dans laquelle il se trouve placé. L'injonction adressée au témoin d'avoir à fournir la preuve de ce qu'il avance court aussi le risque de se transformer en arme du déni. Car le témoignage tient sa valeur du crédit reconnu au témoin, toujours susceptible d'être accusé de partialité voire d'affabulation. On l'a bien vu en Israël en 2000 lors de l'affaire Teddy Katz, à la suite

d'un travail universitaire réalisé à Haïfa sur l'exode des villageois du sud du Mont Carmel en 1948. Dans l'un d'entre eux, Tantoura, la brigade Alexandroni de la Haganah aurait fait plus de 200 morts les 22 et 23 mai. Le travail avait la particularité d'être fondé sur des témoignages, à la fois de villageois arabes survivants et d'anciens soldats de la brigade incriminée. Face à la virulence du débat public suscité en Israël par « l'affaire Tantoura », susceptible de se transformer en procès de l'armée et de mettre en cause les responsabilités de l'Etat dans l'exode forcé des Palestiniens, l'auteur s'est rétracté et dans une demande d'excuse largement diffusée par la presse, il déclarait n'avoir pas eu l'intention de faire le récit d'un « soi-disant massacre » (Pappé, 2004).

Dans le champ de l'historiographie palestinienne, les pionniers de l'histoire orale ont travaillé auprès des réfugiés de la diaspora, au Liban en particulier, dès la fin des années 1970. Nafez Nazzal (Nazzal, 1978) le premier a eu recours aux témoignages de survivants pour faire l'histoire de l'exode de Galilée. Rosemary Sayyigh (Sayyigh, 1979) a pour sa part entrepris de recueillir la mémoire des réfugiés à l'heure où le mouvement national, réorganisé dans l'exil, reprend le paradigme de la *nakba* pour le construire cette fois comme le degré zéro de l'histoire palestinienne à partir duquel peut se déployer une rédemption de la communauté nationale incarnée par la *thawra*, la révolution. Dès lors, la mémoire des réfugiés, fortement colorée par le récit national, opère une réarticulation des temporalités autour du schéma : paradis perdu du passé, présent suspendu de l'exil, avenir attendu de la libération et du retour.

C'est toutefois dans les années 1980 et 1990 que l'histoire orale a été mise au service d'une entreprise d'inventaire exhaustif des villes et villages détruits en 1948 et des conditions d'expulsion de leurs populations, à partir de témoignages recueillis pour l'essentiel cette fois dans les camps de Cisjordanie. Le plus ambitieux de ces projets a été mené par l'université palestinienne de Bir Zeit sous l'impulsion du géographe Kamal Abdel Fattah, qui a produit dès 1983 une première cartographie des villages détruits et de l'anthropologue Sharif Kanaana, dont l'ambition, plus anthropologique qu'historique, était de publier des monographies mémorielles. Interrompus par la fermeture de l'université entre 1988 et 1993 lors de la première *intifada*, les travaux ont repris sous la direction de l'historien Saleh Abd el Jawad, moins dans la perspective d'une analyse des représentations de l'exode que dans celle d'une collecte d'informations destinée à établir les faits. Le projet a donné lieu à ce jour à vingt-sept monographies villageoises publiées en arabe par l'université de Bir Zeit. Le même historien a lancé en 1995, sans aucun soutien institutionnel cette fois, un nouveau projet de collecte de témoignages de survivants significativement intitulé « A Race against Time ». Des travaux parallèles, réalisés dans la diaspora, ont été publiés en anglais à l'initiative de Walid Khalidi (Khalidi, 1992). Instrument de

réappropriation de soi face à la puissance de l'historiographie israélienne, l'histoire orale de 1948 prétend aussi produire une version populaire du récit national en rendant la parole aux sans-voix.

Comprendre la *nakba*.

Les développements les plus récents de l'historiographie palestinienne tendent à élargir le questionnement sur les guerres de 1948. Saleh Abdel-Jawad (Abdel Jawad, 2006) s'attache ainsi à affiner la périodisation des affrontements dont il propose de repenser le point de départ. De fait, dans un conflit plus que dans tout autre type de fait, l'enjeu de l'origine touche au sens de l'événement. Or la vision commune imposée par l'historiographie israélienne fixe le début des affrontements judéo-palestiniens au 30 novembre 1947, en imputant par là la responsabilité au refus palestinien et arabe du plan de partage adopté la veille par l'Assemblée générale des Nations Unies. Pourtant, en dépit de la grève lancée par le Haut Comité Arabe, les sources font état du calme relatif des relations judéo-arabes qui contraste avec les fortes tensions qui opposent alors les Britanniques aux sionistes et divisent de l'intérieur le mouvement sioniste. Les nombreux pactes de non-agression passés entre les villes ou villages palestiniens et la Haganah ou les implantations juives incitent du reste à ne pas lire les relations communautaires en fonction de la seule grille du conflit. Les premiers incidents relèvent d'actes isolés mêmes s'ils déclenchent des représailles susceptibles d'ouvrir le cycle des vengeances. C'est entre le 11 et le 13 décembre 1948 que Saleh Abdel Jawad fixe pour sa part le point de non retour au-delà duquel il convient de parler de véritables affrontements communautaires. La multiplication des études de cas permet également d'affiner la question des modalités de l'exode car c'est à l'échelle du local que l'on peut prétendre approcher l'événement dans sa complexité. Loin de l'image convenue de l'effondrement soudain de toute une société, qui rejoint la thématique sioniste du « miracle » de l'exode, solution inespérée de la « question arabe », se dessine l'image plus complexe de vagues successives de départs. Ainsi à Safad, les travaux de Mustafa Abassi (Abassi, 2004), qui s'appuient aussi bien sur les archives militaires israéliennes que sur les documents de l'Armée arabe de Libération, des Mémoires et des témoignages de survivants, permettent de distinguer trois vagues de départ : la première après le retrait de la garnison britannique le 16 avril et les querelles internes au détachement local de l'ALA, la deuxième après le massacre survenu le 2 mai dans le village voisin de Ein Zaytoun, dont l'effet psychologique fut dévastateur, le troisième enfin sous les bombardements de la Haganah qui vidèrent la ville dans les jours suivants par l'unique route délibérément laissée ouverte. Le plus souvent de surcroît les Palestiniens ont d'abord été des déplacés avant d'être des réfugiés et c'est à cette seule condition que l'on peut comprendre l'ampleur même de l'exode.

L'une des questions les plus nouvelles de l'historiographie palestinienne, qui a fait une entrée relativement tardive dans les préoccupations des historiens concerne la place des massacres dans l'exode de 1948. Longtemps, le cas de Deir Yassin est resté aussi emblématique qu'isolé comme s'il avait suffi à résumer le drame des victimes palestiniennes. Révélé à la fois par des témoignages militaires israéliens, comme celui de l'ancien chef des renseignements de la Haganah à Jérusalem et par Jacques de Régnier, chef de la délégation du CICR en Palestine (Régnier, 1950), il avait servi d'instrument privilégié dans la guerre psychologique menée par l'armée israélienne. Tant que les événements de 1948 étaient mobilisés par une mémoire collective indissociable de la mobilisation nationaliste palestinienne, un événement exemplaire suffisait à dire le drame mais dès lors que les Palestiniens font œuvre d'histoire, la question du massacre s'impose comme l'un des facteurs susceptibles de rendre compte de l'exode de masse. C'est encore Saleh Abdel Jawad (Abdel-Jawad, 2007) qui a mené à ce jour l'étude la plus circonstanciée sur ce problème, répertoriant près de 70 cas de massacres. Refusant d'entrer dans un débat sur les intentions israéliennes, il entend rester sur le terrain de la démonstration empirique, non sans interpréter nombre de massacres comme des instruments de terreur qui contribuèrent à vider la terre de ses habitants arabes. Après s'être attaché à définir le massacre comme le meurtre de civils ou de combattants prisonniers, perpétré sans nécessité militaire par les agents d'un Etat ou d'un quasi-Etat, il en fait l'inventaire, avant comme après le 15 mai 1948 (Abdel Jawad, 2007 : 104-124) et en propose une typologie rigoureuse : raids de représailles après un attentat contre une implantation juive, sans culpabilité établie des victimes comme à Khassas le 18 décembre 1947, meurtres sélectifs d'hommes en âge de se battre, fichés comme activistes ou pris au hasard comme à Majd al-Kurum le 5 novembre, exécutions sommaires de prisonniers comme à Ein Zaytoun le 2 mai afin de préparer l'occupation de Safad, meurtres indiscriminés de familles entières comme à al-Dawayima près de Hébron le 29 octobre 1948 (un rapport de l'ONU du 14 juin 1949 dénombrera 455 morts dont 170 femmes et enfants et de nombreux cas d'atrocités). Bombardements aériens de civils comme à Beisan à la mi-mai, expulsions forcées de population comme à Lydda et Ramleh entre le 11 et le 13 juillet. A Lydda, après l'échec de la résistance organisée autour de la mosquée du centre ville, les maisons sont évacuées une à une et des colonnes de réfugiés bombardés par l'aviation. Dans la ville voisine de Ramleh, où les notables terrifiés ont pourtant signé un accord de non agression avec l'armée israélienne, quelque 50.000 personnes sont poussées sur les routes sans eau ni nourriture au cœur de l'été. Pour Saleh Abdel Jawad comme pour Nur Masalha, la reconnaissance de la réalité d'un nettoyage ethnique dans la Palestine de 1948 fait désormais figure de condition préalable à la réconciliation entre les deux peuples israélien et palestinien. Révision historiographique et reconnaissance politique sont ainsi intimement liées. De fait, une authentique réconciliation entre les deux peuples ne saurait ignorer les origines du conflit. On l'a bien

vu en 2000 lorsque le sommet de Camp David II a échoué sur l'impossible lecture commune de l'exode palestinien de 1948.

Il n'en va pas autrement pour l'historien israélien Ilan Pappé dont les derniers travaux (Pappé, 2006), tout en demeurant isolés, marquent un nouveau seuil dans les révisions historiographiques en Israël à l'heure où la reprise des violences israélo-palestiniennes alimente les controverses académiques jusqu'à scinder en deux la communauté historique en Israël. A l'impératif scientifique et politique de compréhension des mécanismes du nettoyage ethnique, Ilan Pappé ajoute l'impératif moral, pour le citoyen israélien qu'il est, de lutter contre le déni de crime contre l'humanité. A ce titre, il va plus loin que les historiens palestiniens en proposant de substituer au paradigme de la guerre côté israélien et de la catastrophe côté palestinien, celui de nettoyage ethnique pour rendre compte de l'ensemble des événements survenus en Palestine entre 1947 et 1949. Reprenant au Serbe Drazen Petrovic sa définition du nettoyage ethnique (Petrovic, 1994), Ilan Pappé fait du plan Dalet, émanation directe de Ben Gourion et « des figures héroïques du panthéon israélien » l'incarnation même de cette stratégie en démontrant qu'il ne contenait pas seulement des directives politiques générales mais aussi des ordres militaires précis immédiatement exécutoires et ceci sans attendre la fin du mandat britannique, des ordres qui fournissaient de surcroît le détail des méthodes à employer comme la liste des villages et des quartiers urbains à occuper et à vider dans chacune des douze zones confiées aux douze brigades de la Haganah. Des fichiers, progressivement enrichis au cours des années 1940, établissaient une cartographie minutieuse des villages palestiniens, de leur topographie, de leurs ressources économiques, de leurs caractères démographiques et, depuis la dernière mise à jour de 1947, de la liste des personnes suspectes qui allait constituer un précieux instrument des politiques d'expulsion ou de massacre. Ilan Pappé suit les logiques chronologiques et les étapes du nettoyage : l'ouverture du corridor Tel-Aviv-Jérusalem, « l'urbicide » en Galilée (Tibériade, Safad, Haïfa), le nettoyage de la côte ; l'escalade entre juin et septembre 1948, marquée par l'expulsion des habitants de Lydda et Ramleh et la prise de Nazareth où l'ordre d'évacuation est finalement annulé par Ben Gourion inquiet des réactions du monde catholique, avant l'étape finale d'octobre 1948 à janvier 1949 qui voit le nettoyage du nord de la Galilée et celui du Néguev. Sont également intégrées dans les politiques de nettoyage ethnique l'ensemble des actions destinées à empêcher le retour des réfugiés, en particulier la destruction des villages vidés de leur population, remplacés par des implantations juives ou des forêts « naturelles » de conifères et l'accaparement légal des terres abandonnées, au terme d'un processus en deux étapes : conservation des « biens des absents » suivie de leur revente sélective aux seuls bénéficiaires des citoyens juifs.

Notons que Benny Morris, reprenant la question de l'exode de Galilée à partir de nouveaux documents militaires concernant l'opération Hiram (28-31 octobre) (Morris, 2001) nuance significativement ses travaux antérieurs. L'enjeu était d'autant plus important qu'il avait initialement mobilisé le cas de la Galilée pour récuser toute idée de stratégie d'expulsion. Si elle avait existé notait-il, elle aurait dû concerner au premier chef la Galilée, conquise à la fin de la guerre au moment où l'armée l'emportait sur tous les fronts, or l'exode de Galilée n'avait touché que la moitié environ de la population. Revenant sur cette appréciation sur la base de nouvelles sources, il y reconnaissait des ordres d'expulsion, une dizaine de massacres avérés et une douzaine de cas de viols répertoriés (Morris, 2001 : 54 sq) même si ses interprétations restaient en retrait sur les faits dévoilés.

Laila Parsons (Parsons, 2001) apporte quant à elle un éclairage spécifique sur la question de l'exode de Galilée en soulignant *a contrario* les politiques explicites de non expulsion des druzes : à al-Rama où les chrétiens partent mais où les druzes sont invités à rester, ce que Benny Morris passe sous silence (Parsons, 2001:65) ; à Yanuh, cas singulier d'un village où les druzes résistent malgré l'accord passé avec l'armée israélienne et où ils ne seront pas chassés en dépit de la trahison de leur engagement (Parsons, 2001 :65). Ce traitement communautaire différentiel témoigne, aux yeux de Laila Parsons, d'un certain degré d'intentionnalité dans l'expulsion des populations arabes de Palestine.

Si l'historiographie palestinienne de 1948 élargit progressivement le champ de ses investigations, elle continue de s'en tenir au paradigme de la *nakba* qui cantonne les Palestiniens dans le statut de victimes passives des politiques israéliennes comme l'atteste la faible place des travaux consacrés aux combats de 1947-1948, à la résistance des Palestiniens et des volontaires arabes. Ainsi le massacre de Deir Yassin a occulté la bataille de Deir Yassin. Sans doute faut-il y voir à la fois la conséquence du type de sources utilisées et l'effet pervers de la promotion du massacre au rang d'objet d'histoire dans l'étude des conflits contemporains. Il convient toutefois de mentionner quelques exceptions notables. Très tôt, Walid Khalidi, travaillant sur le cas de Haïfa (Khalidi, 1959b) a détaillé les formes de résistance mises en œuvre par le Comité national de la ville qui a pris en charge l'encadrement de la population civile et l'organisation de la défense locale en dépit de son inexpérience militaire. Notons à cet égard qu'il a publié en traduction anglaise l'intégralité des communiqués diffusés par le Comité national de Haïfa parmi d'autres documents palestiniens de la guerre de 1948 (Khalidi, 1998). Plus récemment, Mustafa Abassi (Abassi, 2004) a revisité le cas exemplaire de Safad, incluse dans les limites de l'Etat juif mais majoritairement peuplée d'Arabes, qui avait beaucoup alimenté, dans l'historiographie israélienne, le mythe du David juif affronté au Goliath arabe et nourri la hantise juive de la destruction. Il y analyse les formes et les limites de la résistance arabe paralysée par les divisions du Comité national de la ville, les

querelles internes à l'Armée arabe de Libération et le manque crucial de munitions quatre jours avant la prise de la ville par la Haganah.

Reste une autre question centrale, très mal élucidée à ce jour, celle du rôle des Britanniques au cours de la première phase de la guerre. A Haïfa, les preuves d'une collusion entre le Major général Stockwell, le commandant britannique local et la Haganah sont claires : le retrait anticipé des Britanniques est d'abord annoncé aux unités sionistes qui investissent les points stratégiques sur les collines surplombant les quartiers arabes avant que les notables arabes n'en soient à leur tour informés (Khalidi, 1959b). Ailleurs, à Jaffa ou à Safad par exemple, les Britanniques semblent plutôt jouer les médiateurs ; dans tous les cas, ils s'avèrent incapables d'assurer la sécurité des populations civiles jusqu'à leur retrait.

Nombreux sont donc les points qui restent à élucider pour prétendre proposer une intelligibilité globale des événements de 1948 en Palestine mais l'on ne saurait conclure cette revue de l'historiographie arabe et palestinienne sans signaler que les historiens palestiniens se sont également attachés à inscrire la défaite de 1948 dans la longue durée et à rechercher les causes historiques lointaines d'une faillite qui fut politique avant d'être militaire. Dès 1984, Elias Sanbar (Sanbar, 1984) proposait de substituer à la question : pourquoi les Palestiniens sont partis en 1948, une autre question : pourquoi les Palestiniens ont perdu la guerre, une guerre perdue à ses yeux dès 1939 avec l'échec de la révolte des années 1936-1939 qualifiée de « guerre d'indépendance » et la répression menée contre le premier mouvement national. D'autres historiens ont analysé les faiblesses structurelles de la société palestinienne sous le mandat britannique, son développement institutionnel très inférieur à celui de la communauté juive (al-Hout, 1981), le factionnalisme de ses élites (Khalaf, 1991) ou les occasions politiques manquées (Khalidi, 2001). Mais ce type d'étude déborde les limites de la stricte historiographie de 1948.

Bibliographie sélective

Historiographie arabe

GEORGES, F. A., 2001, "Egypt and the 1948 War: internal conflict and regional ambition", in ROGAN, E.I. and SHLAÏM, A., 2001, *The War for Palestine. Rewriting the History of 1948*, Cambridge : Cambridge University Press, pp.151-177.

GLUBB PACHA, 1957, *A Soldier with the Arabs*, Londres : Hodder & Stoughton.

JUBURY al-, S.S., 1970, *Mihnāt filastin wa asraruha al-siyasya wa'l-'askariyya*, (*L'épreuve palestinienne et ses secrets politiques et militaires*), Beyrouth.

LANDIS, J. 2001, "Syria and the Palestine War: fighting King Abdallah's Greater Syria Plan" in ROGAN, E.I. and SHLAÏM, A., *The War for Palestine. Rewriting the History of 1948*, Cambridge : Cambridge University Press, pp. 178-205.

MAJALI al-, H., 1960, *Mudhakkirati*, (*Mémoires*), Amman.

MUSA, S.1982, (2^o ed. 1997), *Ayyam la tunsā, al-urdun fī harb 1948*, [Des jours que l'on n'oublie pas ; la Jordanie dans la guerre de 1948], Amman, n.p.

ROGAN, E.I. 2001, "Jordan and 1948: the persistence of an official history", in ROGAN, E.I. and SHLAÏM, A (eds.), *The War for Palestine. Rewriting the History of 1948*, Cambridge : Cambridge University Press, pp.104-124.

SHAKIB, I.1986, *Harbu filastin 1948 : ru'ya misriyya* [*La guerre de Palestine de 1948 : un point de vue égyptien*], Le Caire.

TALL al-, A. 1959, *Karithat filastin*, (*Le désastre de Palestine*), Le Caire.

TRIPP, C. 2001, "Iraq and the 1948 War: mirror of Iraq's disorder" in ROGAN, E.I. and SHLAÏM A., *The War for Palestine. Rewriting the History of 1948*, Cambridge : Cambridge University Press, pp. 125-150.

ZURAYQ, C. 1948, *Ma'anat al-nakba* (*Le sens de la catastrophe*), Beyrouth, Dar al'ilm lil malayin.

Historiographie palestinienne

ABASSI, M. M., 2004, « The Battle for Safad in the war of 1948. A Revised Study », *International Journal of Middle East Studies*, 36: 21-47.

ABDEL JAWAD, S., 2003, "Le témoignage des Palestiniens entre l'historiographie israélienne et l'historiographie arabe : le cas de 1948" in COQUIO, C. *L'histoire trouée. Négation et témoignage*, Nantes : l'Atalante, pp.627-639.

ABDEL JAWAD, S., 2006 "The Arab and Palestinian Narratives of the 1948 War" in ROTBERG, R.I., *The Intertwined Narratives of Israel-Palestine: History's Double Helix*, Indianapolis : Indiana University Press, pp.72-113.

ABDEL JAWAD, S., 2007, "Zionist Massacres: the Creation of the Palestinian Refugee Problem in the 1948 War", in BENVENISTI, E., GANS, C. and HANAFI, S., *Israel and the Palestinian Refugees*, Berlin, Heidelberg, New-York : Springer, pp. 59-127.

ABU LUGHOD, J. (ed.), 1971, *The Transformation of Palestine*, Evanston, Northwestern University Press.

AREF al-AREF, 1956-1960, *Al-Nakba wa'l firdaws al-mafqud, 1947-1952*, Beyrouth : Maktaba al-'Asriyya, 6 vol.

CHILDERS, E., 1961, *The Spectator*, 6933, Londres.

DABBAGH, M. M., 1965-1976, *Biladuna Filastin [Notre pays la Palestine]*, Beyrouth, 10 vol.

HOUT al- B., 1981, *al-Qiyadat wa'l-Mu'assasat al-filastiniyya, 1918-1948*, Beyrouth : Institute of Palestine Studies.

HINDI, al-H., 1973, "Jaish al-Inqadh » [L'armée de Libération], *Shu'un Filastiniyya, [Affaires palestiniennes]*, Part 1 23 : 27-58, Part 2 24 :115-132.

KHALAF, I., 1991, *Politics in Palestine: Arab Factionalism and Social Disintegration, 1939-1948*, New-York : Albany.

KHALIDI, R., 1997, *Palestinian Identity: the Construction of Modern National Consciousness*, New-York : Columbia University Press.

KHALIDI, R., 2001, "The Palestinians and 1948: the underlying causes of failure" in ROGAN, E.I. and SHLAÏM, A., *The War for Palestine. Rewriting the History of 1948*, Cambridge : Cambridge University Press, pp. 12-36.

KHALIDI W., 1959a, "Why did the Palestinian leave?" *Middle East Forum*, 34-7 : 21-24 and 35.

KHALIDI W., 1959b, "The Fall of Haïfa", *Middle East Forum* : 35-12 : 22-32.

KHALIDI W., 1961, "Plan Dalet: The Zionist Master Plan for the Conquest of Palestine", *Middle East Forum*: 37-11.

KHALIDI, W., 1986, "The Arab Perspective" in LOUIS, R. and STOOKEY, R.W. (eds.), 1986, *The End of the Palestinian Mandate*, Londres : Tauris.

KHALIDI, W., 1988, "Plan Dalet: Master Plan for the Conquest of Palestine" *Journal of Palestine Studies*, 18/1 : 4-37.

KHALIDI, W., 1992, *All that Remains: The Palestinian Villages Occupied and Depopulated by Israel in 1948*, Washington D.C. : Institute of Palestine Studies.

KHALIDI, W., 1998, "Selected Documents of the Palestine War", *Journal of Palestine Studies*, 27/3: 60-105.

MASALHA, N., 1992, *Expulsion of the Palestinians: The Concept of Transfer in Zionist Political Thought 1882-1948*, Washington D.C. : Institute of Palestine Studies.

MASALHA, N., 1997, *A Land without a People: Israel, Transfer and the Palestinians, 1949-1996*, Londres : Faber and Faber.

NAZZAL, N., 1978, *The Palestinian Exodus from Galilee*, Beyrouth : Institute of Palestine Studies.

PARSONS, L., 2001, "The Druzes and the Birth of Israel", ROGAN E., SHLAÏM A., *The War for Palestine: Rewriting the History of 1948*, Cambridge : Cambridge University Press.

REGNIER, J. de, 1959, *A Jérusalem, un drapeau flottait sur la ligne de front*, Neuchâtel, Ed. de la Brunière, repris in KHALDI, W. (ed.), 1987, *From Have to Conquest. Readings in Zionism and the Palestinian Problem*, Washington D.C. : Institute of Palestine Studies.

SA'DI A., H. and ABU-LUGHOD, L., 2007, *Nakba, Palestine 1948 and the Claims of Memory*, New-York : Columbia University Press.

SAÏD, E. and HITCHENS, C. (eds.), 2001, *Blaming the Victims. Spurious Scholarship and the Palestinian Question*, Londres, New-York : Verso.

SANBAR, E., 1984, *1948 L'expulsion*, Paris : Livres de la Revue d'Etudes Palestiniennes.

SANBAR, E., 2004, *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*, Paris : Hazan.

SAYYIGH, R., 1979, *Palestinians: From Peasants to Revolutionaries*, Londres : Zed Press.

SFEIR, J., 2006, "Le désastre et l'exode, *al-nakba/al-hijra*. Imaginaire collectif et souvenir individuel de l'expulsion de 1948" in PICAUDOU, N. (dir.) *Territoires palestiniens de mémoire*, Paris : Karthala/IFPO.

<http://www.palestine-net.com/geography/cleansed>

Historiographie israélienne

FLAPAN, S., 1987, *The Birth of Israel: Myths and Realities*, Londres : Croom Helm.

MORRIS, B., 1988, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge : Cambridge University Press.

MORRIS, B., 2001, "Revisiting the Palestinian exodus of 1948", in ROGAN E., SHLAÏM A., *The War for Palestine : Rewriting the History of 1948*, Cambridge : Cambridge University Press, pp.37-59.

MORRIS, B., 2004, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*, Cambridge : Cambridge University Press.

PALUMBO, M., 1987, *The Palestinian Catastrophe. The 1948 Expulsion of a People from their Homeland*, Londres : Faber & Faber.

PAPPÉ, I., 1988, *Britain and the Arab-Israeli Conflict 1948-1951*, New-York : St Martins Press.

PAPPÉ, I., 1992, *The Making of the Arab-Israeli Conflict 1947-1951*, Londres : Tauris.

PAPPÉ I., 2004, *Les démons de la nakba : les libertés fondamentales dans l'université israélienne*, Paris : La Fabrique.

PAPPÉ, I., 2006, (2 ed. 2007), *The Ethnic Cleansing of Palestine*, Oxford : Oneworld.

SELA, A., 1991, "Arab Historiography of the 1948 War: The Quest for Legitimacy", in SILBERSTEIN, L.J. (ed.), 1991, *New Perspectives on Israeli History: The Early Years of the State*, Londres, New-York : New-York University Press, pp.124-154.

SHLAÏM, A., 1988, *Collusion across the Jordan: King Abdallah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine*, New York : Columbia University Press.

SHLAÏM, A., 2000, *The Iron Wall. Israël and the Arab World*, New-York : W.W. Norton.